



**RENAULT - AMPERE
PRESTATAIRES
INTERIMAIRES
TOUS UNIS
GUYANCOURT
AUBEVOYE
SIEGE**

Tract n°12 – Mardi 25 juin 2024

Elections R SAS IdF et législatives

Élections Renault SAS IdF.

La CGT de Guyancourt, Aubevoye et Siège remercie chaleureusement les 437 salariées et salariés qui font confiance dans notre projet pour l'avenir de l'entreprise et dans la défense des salariés qui la compose.

Toutefois, Le grand gagnant de cette élection est une nouvelle fois l'abstention. Le taux de participation au 1er collège 18,67%, au 2eme 53,61% et au 3eme 62,62%, est un désaveu cinglant de la politique de la direction et des organisations syndicales. Profitons de la nouvelle séquence qui s'ouvre à nous pour bâtir l'avenir que nous souhaitons.

Un second tour est nécessaire pour le 1^{er} collège, nous présentons un second candidat dans ce collège. Il est issu du garage de la direction au Technoservice. Un jeune salarié qui a décidé de rejoindre la CGT.

La CGT représente donc 7,33% en légère progression par rapport aux élections de décembre 2022. Nous ne sommes donc pas représentatifs. Par leur vote, les salariés ont choisi de laisser la CFE-CGC et la CFDT négocier pour leur avenir, notamment le développement de l'emploi, l'organisation du temps de travail, l'amélioration de conditions de travail. Nous continuerons à porter vos revendications, mais nous aurons besoin de votre soutien pour les faire entendre.

Seule, la CGT Renault SAS ne peut rien, ensemble nous pouvons tout.

N'hésitez pas à partager vos commentaires.

	orga	votants total	Nb de sièges	%
1er collège		inscrits	75	
		sièges	1	
	CFDT			0,00%
	CFE-CGC			0,00%
	CGT	14	2eme tour	100,00%
	FO			0,00%
	SMTE			0,00%
	SUD			0,00%
	total	14	18,67%	
	nuls et blancs	8		
2eme collège		inscrits	2725	
		sièges	9	
	CFDT	358	3	24,50%
	CFE-CGC	537	4	36,76%
	CGT	212	1	14,51%
	FO	52	0	3,56%
	SMTE	106	0	7,26%
	SUD	196	1	13,42%
	total	1461	Quorum	53,61%
	nuls et blancs	42		
3eme collège		inscrits	7166	
		sièges	25	
	CFDT	1058	6	23,58%
	CFE-CGC	2644	16	58,93%
	CGT	211	1	4,70%
	FO	69	0	1,54%
	SMTE	276	1	6,15%
	SUD	229	1	5,10%
	total	4487	Quorum	62,62%
	nuls et blancs	62		

L'imposture

Alors que le vote pour le RN se propage dans toutes les catégories sociales, la CGT a décidé d'organiser davantage de débats avec les salariés et de fournir des informations factuelles.

Sur le plan social

L'extrême droite est l'ennemi le plus redoutable pour le monde du travail. Le Rassemblement National (RN) prône la suppression des cotisations sociales, mettant ainsi en péril notre modèle de Sécurité sociale, incluant chômage, retraite et assurance maladie. Au Parlement, le RN a toujours voté contre les avancées en matière de droits du travail. M.

Bardella, par exemple, a déjà renié sa promesse phare de la campagne : le départ à la retraite à 60 ans n'est plus une priorité, a-t-il déclaré à la presse le lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée. En revanche, il maintient l'augmentation du plafond d'exonération des cotisations patronales.

Sur la sécurité : Le Chaos

Le programme du Front National met en avant la légitime défense, un concept central dans l'histoire de l'extrême droite, marquée par ses liens avec la police et son rapport à la violence, à la justice et à la répression des « indésirables ». Certains pensent que la victoire du RN ne changerait pas grand-chose ou sont séduits par la stratégie du chaos. Il faut

API : TCR LOG 0 58

Internet : www.infos-cgt-technocentre.com

email : contact@infos-cgt-technocentre.com

Abonnez-vous à notre lettre d'info sur notre site pour recevoir nos tracts en version numérique et d'autres informations



le dire clairement : l'arrivée au pouvoir du RN serait catastrophique du point de vue répressif et des libertés publiques, surtout pour les plus précarisés face à la police, dont les violences seraient légitimées par le gouvernement. Que dire des milices et groupuscules que celui-ci pourrait encourager ? Ce serait cela, le chaos.

Sur les questions de genre

En matière de violences faites aux femmes, les représentants du RN se sont abstenus de voter la loi de 2018 visant à renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. À l'échelle européenne, les députés du parti de Marine Le Pen ont majoritairement voté contre la résolution de 2021 créant des formations contre le harcèlement au sein des institutions de l'Union européenne. Tous les eurodéputés d'extrême droite se sont également abstenus de voter une résolution exprimant une inquiétude face à un « recul de l'égalité hommes-femmes et des droits des femmes ». Le RN n'a jamais soutenu le droit à l'avortement. Marine Le Pen s'est opposée à l'allongement de l'accès à l'IVG et à l'ouverture de la PMA à toutes les femmes. En 2020, les eurodéputés du RN ont voté contre la condamnation européenne de l'interdiction de l'avortement en Pologne. Le parti de Marine Le Pen représente donc une menace tangible et massive pour les droits des femmes. Il est évident que voter pour le RN le 30 juin serait pour les femmes comme se retourner une arme contre elles-mêmes.

Sur les questions de race

L'idéologie du RN/FN repose sur des fondements ethniques, en opposition à la tradition humaniste de la CGT. Le national-populisme valorise l'égoïsme tribal comme idéal spirituel et politique : phobie du métissage, obsession de la race, haine de l'étranger. La priorité nationale engendre des discriminations pour les nombreux collègues étrangers qui travaillent à nos côtés chaque jour. La préférence nationale est incompatible avec le syndicalisme.

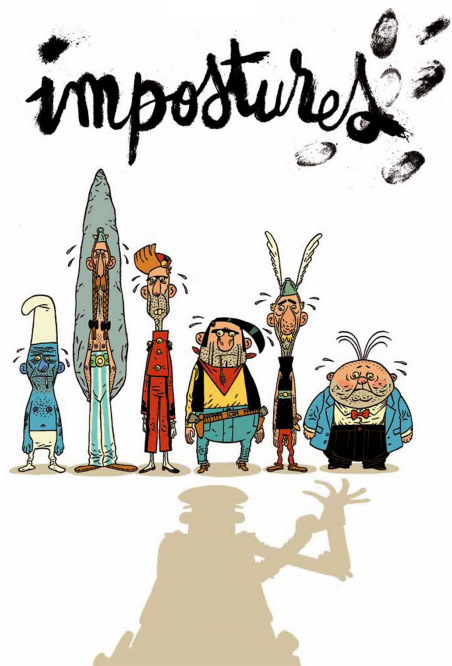
Le FN/RN a toujours perçu l'action syndicale comme un facteur de désordre à mater. Cette vision trouve ses racines dans la loi du 4 octobre 1941, qui visait à éliminer les logiques d'affrontement des relations sociales, conduisant à la dissolution de tous les syndicats ouvriers. Huit décennies plus tard, la haine des confédérations syndicales persiste, et les syndicats réformistes sont perçus comme les idiots utiles de

la macronie. Le discours est clair : dissoudre les syndicats existants pour en créer de nouveaux, plus dociles et alignés avec les thèses de l'extrême droite et du patronat.

Est-ce de la politique-fiction ?

NON, pour comprendre les ravages causés par l'extrême droite au pouvoir, regardons de l'autre côté des Alpes. Les premières initiatives du gouvernement Meloni attaquent les droits sociaux, civils et du travail : suppression du RMI italien, restrictions des droits des femmes et des immigrants, remise en cause du droit de grève et du rôle des syndicats, refus d'instaurer un salaire minimum...

Parce que rien n'est jamais écrit à l'avance et que ce ne sont pas les sondages qui décident des élections, c'est à nous de prendre en main notre destin en nous mobilisant dans la rue et aux urnes. Il est essentiel de rassembler un maximum de personnes dans les rues. Votre syndicat appelle toutes les personnes anxieuses face au climat actuel et inquiètes pour l'avenir du pays à participer aux manifestations contre l'extrême droite à travers tout le pays. Oui, manifester est toujours utile. Les grandes mobilisations en Allemagne ont fait reculer l'extrême droite dans les urnes. En Espagne, l'unité syndicale et les grandes mobilisations ont empêché l'extrême droite d'accéder au pouvoir.



Comme la Confédération CGT, nous appelons les salariés du Technocentre à se mettre en grève et à un rassemblement dans la Ruche

Jeudi 27 juin à 12 h00

Faisons barrage à l'extrême droite qui n'a jamais été pour les salariés et toujours pour le patronat